

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2010

9 SEPTEMBRE 2010

Proposition de loi instaurant diverses dispositions en vue de lutter contre le dopage

(Déposée par M. Bart Tommelein
et Mme Nele Lijnen)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 19 septembre 2007 (doc. Sénat, n^o 4-185/1 - SE 2007).

Nous nous sommes engagés au Sénat à faire en sorte que l'on puisse discuter de la problématique du dopage, afin d'attirer l'attention sur les dangers de l'usage de substances dopantes dans toutes les composantes du monde sportif et même en dehors de celui-ci et afin d'apporter effectivement notre contribution à l'élaboration d'une meilleure législation.

Étant donné que, d'une part, l'avenir du sport (de haut niveau) est mis en péril et que, d'autre part, la santé publique est en jeu, l'auteur principal de la présente proposition s'est penché, en tant qu'ancien membre de la commission des Affaires sociales du Sénat, sur le phénomène du dopage.

La lutte contre le « spectre du dopage » concerne en réalité quatre niveaux de compétence : le niveau international, le niveau européen, les autorités fédérales et les communautés.

L'objectif poursuivi consiste à optimiser la collaboration entre toutes les instances concernées.

I. HISTORIQUE (1)

Le dopage dans le sport est en fait un phénomène de toutes les époques, et existait même au temps des Jeux Olympiques de l'Antiquité (2).

(1) Francis C., « Anabolic Athletes — A Brief History of Drugs in Sports », in *Testosterone Magazine*, n^o 180, 26 octobre 2001.

(2) Demets F., « Leren van het verleden », in *De Huisarts*, mai 2005, p. 8-12.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2010

9 SEPTEMBER 2010

Wetsvoorstel tot invoering van diverse bepalingen met het oog op de strijd tegen dopinggebruik

(Ingediend door de heer Bart Tommelein
en mevrouw Nele Lijnen)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 19 september 2007 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-185/1 - BZ 2007).

Wij hebben ons in de Senaat geëngageerd om de dopingproblematiek bespreekbaar te maken, om te wijzen op de gevaren van dopinggebruik in alle geledingen van de sportwereld en zelfs daarbuiten en om daadwerkelijk onze bijdrage te leveren aan een betere wetgeving.

Omdat enerzijds de toekomst van de (top)sport in gevaar wordt gebracht en anderzijds de volksgezondheid op het spel staat, heeft de indiener zich als voormalig lid van de Senaatscommissie voor de Sociale Aangelegenheden gebogen over het dopingfenomeen.

Bij de strijd tegen het « dopingspook » zijn in feite vier bevoegdheidsniveaus betrokken : het internationale niveau, het Europese niveau, de federale overheid en de gemeenschappen.

Het is de bedoeling een betere samenwerking tussen alle betrokken instanties te verwezenlijken.

I. HISTORIEK (1)

Doping in de sport is in feite een fenomeen van alle tijden, zelfs van de Olympische Spelen uit de oudheid (2).

(1) Francis C., « Anabolic Athletes — A brief history of Drugs in Sports », in *Testosterone Magazine*, nr. 180, 26 oktober 2001.

(2) Demets F., « Leren van het verleden », in *De Huisarts*, mei 2005, blz. 8-12.

En 800 avant notre ère, les athlètes se servaient déjà des feuilles de coca, des testicules de mouton, des extraits de cactus et de champignons divers pour améliorer leurs performances. Depuis cette époque, les substances dopantes n'ont plus quitté le monde du sport.

Au cours du XIX^e siècle, les athlètes se dopaient au moyen de morceaux de sucre trempés dans l'éther, de caféine pure ou d'un mélange de vin, de codéine et d'une faible dose de strychnine.

Le nombre d'expériences de dopage a augmenté proportionnellement à l'accroissement de l'importance sociale des performances sportives de haut niveau.

La phase du dopage hormonal (nitroglycérine, benzédrine et testostérone) a débuté dans l'entre-deux-guerres.

Les sportifs russes ont indiscutablement recouru à la testostérone après la seconde guerre mondiale.

Le premier stéroïde anabolisant (Dianabol) est apparu sur le marché dans les années cinquante. Depuis lors, les anabolisants n'ont plus jamais tout à fait quitté la scène.

Dans l'ancienne République démocratique allemande (RDA), des expériences avec l'anabolisant Turinabol ont été réalisées dès 1965.

Cet anabolisant est resté populaire au cours des années septante, parallèlement aux amphétamines, à l'éphédrine et à la rilatine, une variante amphétaminique.

C'est également au cours des années septante que l'on est passé aux comprimés et injections de caféine. Les sports de précision ont également vu l'apparition de produits ralentissant le rythme cardiaque, dits bêtabloquants, tandis que dans les sports comportant des catégories de poids, on a surtout commencé à recourir aux diurétiques.

Les années quatre-vingt se sont caractérisées par une évolution vers les produits dopants de haute technologie, associés à des produits masquants. On a également assisté à l'apparition de nouveaux anabolisants et de précurseurs, des substances pouvant être utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Ces substances n'étaient pratiquement pas décelables. L'immensément populaire nandrolone, idéale pour augmenter la masse musculaire, était tout à fait indétectable à l'époque (1).

Lors des Jeux Olympiques de Sydney de 2000 est apparu un autre anabolisant encore inconnu jusqu'alors: le Genabol. À la suite du scandale Balco, le grand scandale de ces dernières années, on a par

In 800 vóór Christus bedienden de atleten zich al van cocaplanten, schapentestikels, cactusextracten en allerhande schimmels om de prestaties te bevorderen. De prestatiebevorderende middelen zijn sedertdien niet meer uit de sport weggevoerd.

In de negentiende eeuw dopeerden atleten zich met in ether gedrenkte suikerklontjes, met pure cafeïne, of met een mengeling van wijn, codeïne en een kleine dosis strychnine.

Naarmate het maatschappelijk belang van sportieve topprestaties toenam, steeg het aantal experimenten met doping in evenredige mate.

Tijdens het interbellum begon de fase van de hormonale doping (nitroglycerine, benzedrine en testosteron).

Na de tweede wereldoorlog gebruikten Russische sporters met zekerheid testosteron.

In de jaren vijftig kwam de eerste anabole steroïde (Dianabol) op de markt. Sindsdien zijn de anabolica nooit meer helemaal van het toneel verdwenen.

In de voormalige Duitse Democratische Republiek (DDR) werd reeds in 1965 geëxperimenteerd met het anabolicum Turinabol.

Dit anabolicum bleef ook in de jaren zeventig populair, naast amfetamines, efedrine en de amfetaminevariant Rilatine.

Eveneens in de zeventiger jaren werd overgeschakeld op cafeïnepillen en -inspuitingen. Tevens kwamen in de precisiesporten hartritmevertragers, de zogenaamde bètablokkers, in omloop, terwijl men in sporttakken met gewichtsklassen vooral een beroep begon te doen op diuretica, de vochtafdrijvende middelen.

In de jaren tachtig vond de evolutie naar de hightech-dopingproducten plaats, gekoppeld aan de maskerende producten. Er ontstonden ook nieuwe anabolica en precursoren, stoffen die kunnen worden aangewend om illegaal verdovende middelen en psychotrope stoffen te vervaardigen. Deze middelen vielen bijna niet op te sporen. Het waanzinnig populaire Nandrolon, ideaal om meer spiermassa aan te maken, kon toen helemaal nog niet opgespoord worden (1).

Tijdens de Olympische Spelen van Sydney in 2000 dook er nog een — tot dan — onbekend anabolicum op, Genabol. Het Balco-schandaal, het grote schandaal van de jongste jaren, bracht dan weer aan het licht dat

(1) VSV, «Gevonden doping is dodelijk», in *Het Laatste Nieuws*, 24 mars 2006.

(1) VSV, «Gevonden doping is dodelijk», in *Het Laatste Nieuws*, 24 maart 2006.

ailleurs découvert qu'un laboratoire américain avait développé une drogue de synthèse indétectable, la tétrahydrogestrinone (THG).

Mais en réalité, la fin des années nonante et le début de ce siècle ont surtout été marqués par l'utilisation de l'EPO, un puissant produit dopant, et par la recherche d'une méthode tout à fait fiable de détection de ce produit (1).

Juste avant le début des Jeux Olympiques d'Athènes, la fin de cette recherche semblait en vue: il ne fallait plus se baser uniquement sur le taux d'hématocrite de l'athlète, mais il était désormais aussi possible de dépister l'EPO par analyse sanguine. Par contre, la Dynepo est presque impossible à détecter, car elle n'est pas distinguable de l'érythropoïétine endogène.

La nouvelle méthode de détection a assez rapidement été mise en doute, notamment par le triathlète Rutger Beke, qui a finalement obtenu gain de cause (2).

Cette décision a ouvert une véritable boîte de Pandore, car, dans le «sillage» de Rutger Beke, nombreux seront les athlètes convaincus de dopage qui contesteront leurs condamnations en arguant que le test EPO n'est pas tout à fait fiable (3).

Le fait que même les méthodes de détection les plus nouvelles sont en retard dans la course contre le dopage ressort une fois de plus des perquisitions effectuées en 2006 par le parquet de Turnhout dans le cadre de deux enquêtes judiciaires. Ces perquisitions ont permis de trouver de grandes quantités de produits illicites au domicile de dix sportifs, essentiellement des coureurs cyclistes. Il s'agissait en l'occurrence notamment d'EPO, d'hormones de croissance, d'anabolisants, de la substance interdite nandrolone — qui est entre-temps devenue détectable —, de produits issus du secteur de la médecine vétérinaire, comme le Clenbuterol, qui servent en réalité à engraisser les vaches, et, *last but not least*, du très dangereux IGF — 1, un facteur de croissance insulinoïde qui n'est même pas détectable par analyse sanguine (4).

Il s'est également constitué une espèce de groupe de pression qui considère le dopage dans le sport de haut niveau comme un phénomène normal et allant de soi. Sous la devise «Chacun fait ce qu'il veut de son corps, même si c'est nocif», ses membres veulent rendre le dopage acceptable dans le sport.

(1) Ceulemans F., «Een veelkoppig monster», in *De Huisarts*, mai 2005, p. 3.

(2) BELGA, «Triatleet Beke dagvaardt Wada en Delbeke», in *Het Laatste Nieuws*, 19 octobre 2005.

(3) DWM, «Ludovic Capelle in beroep tegen dopingschorsing», in *Het Laatste Nieuws*, 14 octobre 2005.

(4) Wauters W., «IGF-1 de nieuwe dopinghit», in *Het Nieuwsblad*, 25 et 26 mars 2006.

een Amerikaans laboratorium een niet-opspoorbare designerdrug, namelijk tetrahydrogestrinone (THG), had ontwikkeld.

Maar in feite werden het einde van de jaren negentig en de beginjaren van deze eeuw vooral beheerst door een krachtig dopingmiddel, EPO, en door de zoektocht naar een waterdichte opsporingsmethode hiervoor (1).

Net voor de aanvang van de Olympische Spelen van Athene leek het einde van de zoektocht in zicht: men hoefde niet langer enkel af te gaan op het hematocrietgehalte van de atleet, maar men kon EPO nu ook opsporen via bloedanalyse. De opsporing daarentegen van Dynepo, dat niet van het lichaamseigen eritropoëetine te onderscheiden is, is bijna onmogelijk.

De nieuwe opsporingsmethode werd al vlug in twijfel getrokken, onder meer door triatleet Rutger Beke, die uiteindelijk zijn gelijk haalde (2).

Hierdoor is een ware doos van Pandora geopend, want in het kielzog van Rutger Beke zullen nog heel wat «betrapten» hun veroordelingen aanvechten met als argument dat de EPO-test niet sluitend is (3).

En dat zelfs de nieuwste opsporingsmethodes achterop blijven hinken, blijkt eens te meer uit de huiszoekingen, die het parket van Turnhout in 2006 heeft uitgevoerd in het kader van twee gerechtelijke onderzoeken. Op tien adressen van sporters, voornamelijk wielrenners, werden grote hoeveelheden verboden middelen aangetroffen. Het bleek hierbij onder meer te gaan om EPO, groeihormonen, anabolica, het — inmiddels opspoorbaar geworden — verboden middel Nandrolon, producten uit de veeartsenijsector, zoals Clenbuterol, die eigenlijk dienen om koeien vet te mesten, en *last but not least* het levensgevaarlijke IGF-1, een insulineachtige groeifactor die zelfs via bloedanalyse niet opspoorbaar is (4).

Er ontstond tevens een soort lobbygroep, die dopinggebruik in de topsport als iets normaal en vanzelfsprekends beschouwt. Onder het motto «Iedereen doet met zijn lichaam wat hij wil, zelfs als dit schadelijk is», willen zij doping in de sport aanvaardbaar maken.

(1) Ceulemans F., «Een veelkoppig monster», in *De Huisarts*, mei 2005, blz. 3.

(2) BELGA, «Triatleet Beke dagvaardt Wada en Delbeke», in *Het Laatste Nieuws*, 19 oktober 2005.

(3) DWM, «Ludovic Capelle in beroep tegen dopingschorsing», in *Het Laatste Nieuws*, 14 oktober 2005.

(4) Wauters W., «IGF-1 de nieuwe dopinghit», in *Het Nieuwsblad*, 25 en 26 maart 2006.

Il faut cependant faire remarquer que, dans ce cas, ce ne seront pas uniquement les sportifs qui se dopent en connaissance de cause mais également tous les autres qui seront entraînés dans cette spirale infernale. Si ne pas se doper équivaut à la certitude de ne plus obtenir de résultats, autoriser le dopage revient par conséquent à ne laisser aux sportifs d'autre choix que d'y recourir (1).

II. QUI UTILISE QUOI? (2)

Ceux qui usent de stimulants interdits se trouvent à tous les niveaux sportifs, allant du sport pratiqué en amateur au sport de haut niveau, en passant par la pratique récréative du sport.

Et le sport n'est pas le seul domaine concerné ... Un parallèle peut d'ailleurs être établi avec la consommation de drogues douces ou dures en dehors des stades.

«Pourtant, les produits de dopage sont souvent considérés comme de petits suppléments quasi innocents, alors qu'ils sont souvent asservissants et malsains et qu'on les vend comme des drogues douces ou des drogues dures en dehors des terrains de sport.» (3)

Les sportifs de haut niveau, connus et moins connus, auprès desquels l'une ou l'autre forme de dopage a été constatée, sont légion.

La raison pour laquelle ces sportifs de haut niveau ont recours au dopage est évidente: améliorer les prestations et surtout gagner ne flatte pas uniquement l'ego, c'est aussi bénéfique pour le porte-monnaie. Dans de nombreuses disciplines sportives, la victoire est récompensée par une somme d'argent importante, tant pour le sportif lui-même que pour son entourage.

Parmi les consommateurs externes aux sports de compétition, nous pouvons établir la distinction entre les jeunes et les utilisateurs plus âgés. Chacun de ces groupes d'utilisateurs a ainsi ses propres motivations, comme :

— la recherche d'un look «macho», inspiré par la publicité, le cinéma, les clips vidéo;

— la volonté d'être à la hauteur des attentes de l'entraîneur, des parents, des amis et des connaissances;

— l'embellissement du corps et, ainsi, l'amélioration d'une image de soi négative;

(1) Mercy M., «Analyse: Pourquoi lagere dopingcijfers niet zaligmakend zijn.», in *De Standaard*, 24 octobre 2005.

(2) Willekens M., Note «Doping», 1999, p. 1-43.

(3) Sénat de Belgique, Session de 2004-2005, Rapport fait au nom de la Commission des Affaires sociales, «La problématique du dopage dans le sport», décembre 2004, *Doc. parl.*, 3-366/1, p. 3.

Het is echter zo dat in dat geval niet alleen de sporters die zich wetens en willens doperen, maar ook alle anderen in de neerwaartse spiraal zullen worden meegeleurd. Geen doping nemen, betekent dan immers hetzelfde als met zekerheid geen resultaten boeken. Doping toelaten, staat bijgevolg gelijk met doping verplichten (1).

II. WIE GEBRUIKT WAT? (2)

De gebruikers van verboden substanties zijn terug te vinden op alle sportieve niveaus, gaande van topsport over amateursport tot recreatieve sportbeoefening.

En niet enkel in de sport ... Er is trouwens een parallel met soft- of harddruggebruik buiten de sportvelden waar te nemen.

«Toch worden dopingproducten veelal als haast onschuldige «extraatjes» ervaren, terwijl het in wezen vaak verslavende en ongezonde substanties betreft, die buiten de sportvelden als soft- of harddrug van de hand gaan.» (3)

Bekende en minder bekende topsporters, bij wie één of andere vorm van dopinggebruik wordt vastgesteld, zijn er bij de vleet.

Waarom dergelijke topsporters overgaan tot dopinggebruik spreekt voor zich. Beter presteren en vooral winnen, streeft niet alleen het ego, maar is ook goed voor de geldbeugel. In heel wat sporttakken is aan een overwinning een groot geldbedrag verbonden, zowel voor de sporter zelf als voor zijn «entourage».

Onder de gebruikers buiten de competitiesport kunnen we een onderscheid maken tussen jongeren en ouderen. Elk van deze groepen gebruikers heeft zo zijn eigen drijfveren, zoals :

— het verwerven van een macho-look, ingegeven door reclame, films, videoclipen;

— het voldoen aan de verwachtingen van de trainer of coach, van de ouders, van vrienden en kennissen;

— een mooier lichaam krijgen en zodoende een negatief zelfbeeld opkrikken;

(1) Mercy M., «Analyse: Pourquoi lagere dopingcijfers niet zaligmakend zijn.», in *De Standaard*, 24 oktober 2005.

(2) Willekens M., Nota «Doping», 1999, blz. 1-43.

(3) Belgische Senaat, Zitting 2004-2005, Verslag namens de Commissie voor de Sociale Aangelegenheden, «De problematiek van de doping in de sport», december 2004, *Parl. Stukken*, 3-366/1, blz. 3.

- le goût de l'interdit;
- la curiosité inhérente à la jeunesse;
- le désir de surpasser d'autres sportifs;
- le renforcement présumé de la libido.

Concrètement, les produits illicites peuvent être classés en sept catégories (1):

1. Les stimulants :

il s'agit de produits excitants et stupéfiants (par exemple, les amphétamines, la caféine et la cocaïne), qui ont un effet stimulant sur le système nerveux central. Ils retardent la sensation de fatigue et augmentent la capacité d'attention, l'agressivité et provoquent l'euphorie.

L'utilisation de ces produits est largement répandue dans les sports d'endurance tels que le cyclisme, le football, le triathlon, l'athlétisme et les sports de combat.

Les risques liés à l'utilisation de ces produits ne sont pas des moindres: augmentation de la pression sanguine, perturbations du rythme cardiaque, assuétude, mort par overdose.

2. Analgésiques narcotiques :

antidouleurs qui affectent le système nerveux central, et qui, combinés avec des stimulants, peuvent produire une sensation d'euphorie lors de la prestation sportive.

Ces substances sont essentiellement utilisées dans les sports d'endurance.

Elles peuvent provoquer des problèmes respiratoires et une dépendance grave.

3. Stéroïdes anabolisants :

dérivés synthétiques de l'hormone de croissance mâle, la testostérone. Ils sont surtout utilisés pour faire augmenter la masse musculaire et, après l'entraînement, pour se remettre plus rapidement des efforts fournis.

Les anabolisants sont pris par voie orale ou injectés directement dans les muscles, ce qui comporte bien sûr des risques très élevés.

Au niveau de la compétition, les principaux utilisateurs sont les sportifs qui pratiquent des sports d'endurance, comme le cyclisme, des sports de combat, comme le judo, et des sports de force, comme le bodybuilding, le powerlifting, l'haltérophilie, le lancer du disque, le lancer du poids, etc.

(1) Germeaux J. et Van de Castele A., Note «Doping: Niet langer rond de pot draaien», 15 octobre 2003, p. 1-5.

- de «kick» van het verbodene;
- jeugdige nieuwsgierigheid;
- andere sporters overtroeven;
- de vermeende verhoging van het libido.

De verboden producten zijn concreet onder te brengen in zeven categorieën (1):

1. Stimulantia :

dit zijn pepmiddelen en verdovende middelen (bijvoorbeeld amfetamines, caféine en cocaïne), die een stimulerende werking hebben op het centraal zenuwstelsel. Hierdoor wordt het vermoeidheidsgevoel onderdrukt en nemen de alertheid, de agressiviteit en het euforiegevoel toe.

Het gebruik van deze middelen is wijdverspreid in duursporten zoals wielrennen, voetbal, triatlon, atletiek en gevechtssporten.

De gevaren die aan het gebruik van dergelijke middelen verbonden zijn, zijn niet van de minste: hoge bloeddruk, hartritme stoornissen, verslaving, dood bij overdosis.

2. Narcotische analgetica :

dit zijn centraal werkzame pijnstillers, die in combinatie met stimulantia een euforische prestatie-oef met zich mee kunnen brengen.

Het gebruik van deze middelen piekt voornamelijk in duursporten.

Deze producten kunnen leiden tot ademhalingsproblemen en zware verslaving.

3. Anabole steroïden :

dit zijn synthetische derivaten van het mannelijk groeihormoon, testosteron. Ze worden voornamelijk ingenomen om de spiermassa te doen toenemen en om na de training sneller te herstellen van de geleverde inspanningen.

Anabolica worden oraal ingenomen of rechtstreeks in de spieren ingespoten, wat uiteraard bijzonder risicovol is.

In de competitiesport zijn de grootste groepen gebruikers terug te vinden in duursporten zoals wielrennen, in gevechtssporten zoals judo, en in krachtsporten, zoals bodybuilding, powerlifting, gewichtheffen, discuswerpen, kogelstoten, en dergelijke.

(1) Germeaux J. en Van de Castele A., Nota «Doping: Niet langer rond de pot draaien», 15 oktober 2003, blz. 1-5.

Par ailleurs, les anabolisants sont beaucoup utilisés dans les salles de fitness et par les personnes (tant jeunes qu'âgées) qui pratiquent un sport récréatif.

Les anabolisants peuvent avoir de nombreux effets néfastes: tension élevée, baisse de la libido et de la fertilité, dysfonctionnement hépatique, gonflement de la prostate, cancer de la prostate, etc.

4. Corticostéroïdes :

la cortisone, l'hydrocortisone et les glucocorticoïdes provoquent un sentiment d'euphorie, diminuent la douleur et réduisent les inflammations.

Ces substances sont utilisées dans presque tous les sports d'effort.

Les utilisateurs risquent d'être atteints du diabète, de souffrir d'une décalcification osseuse, d'insomnie, de problèmes de cicatrisation.

5. Hormones peptidiques :

désignent les hormones de croissance, qui provoquent une augmentation de la production d'hormones par l'organisme, et l'EPO, qui entraîne un accroissement du nombre de globules rouges. L'IGF-1, le facteur de croissance insulinoïde, appartient également à cette catégorie.

Ces hormones sont utilisées dans les sports d'endurance comme le cyclisme, le triathlon, l'athlétisme, et les sports de force comme le bodybuilding, le powerlifting, l'haltérophilie, etc.

L'utilisation d'hormones peut provoquer des maladies cardiovasculaires, le diabète, la formation de caillots sanguins, des crises cardiaques et des attaques d'apoplexie, ...

Le nouveau facteur de croissance IGF-1 est encore plus dangereux. Il s'agit d'une substance qui renforce les muscles et augmente la récupération en transformant la graisse en masse musculaire. Le cœur se développe au même titre que les autres muscles, sans que les artères ne s'adaptent à cette croissance, ce qui provoque inévitablement des infarctus (1).

6. Bêtabloquants :

ces produits ont un effet apaisant, ils ralentissent le pouls et la pression sanguine, diminuent les tremblements et améliorent la concentration.

Ils sont utilisés dans des sports qui sollicitent la concentration, comme le jeu de fléchettes, le billard, le tir à l'arc, le tir au pistolet, etc.

Ils peuvent cependant causer des problèmes respiratoires et de la fatigue.

(1) X., «Parket vond nieuw dodelijk dopingproduct», in *Het Laatste Nieuws*, 25 mars 2006.

Daarnaast tieren anabolica welig in fitnesszalen en zowel bij oudere als jongere recreatieve sporters.

Anabolica kunnen heel wat negatieve effecten veroorzaken: hoge bloeddruk, verminderd libido, afgenomen vruchtbaarheid, leverfunctiestoornissen, prostaatvergroting, prostaatkanker, enz.

4. Corticosteroiden :

cortisone, hydrocortisone en glucocorticoïden zorgen voor euforie en pijnvermindering en werken ontstekingsremmend.

Deze substanties worden in nagenoeg alle inspanningssporten gebruikt.

De gebruikers lopen een risico op diabetes, been-derontkalking, slapeloosheid, vertraagde wondgenezing.

5. Peptidehormonen :

hiermee bedoelt men groeihormonen, die een verhoogde productie van lichaamseigen hormonen teweegbrengen, en EPO, dat het aantal rode bloedcellen doet toenemen. Ook de insulineachtige groeifactor IGF-1 behoort tot deze categorie.

Hormonengebruik wordt aangetroffen in duursporten zoals wielrennen, triatlon, atletiek, en krachtsporten zoals bodybuilding, powerlifting, gewichtheffen, enz.

Hormonengebruik kan leiden tot hart- en vaatziekten, suikerziekte, de vorming van bloedklonters, hartaanvallen en beroertes, ...

De nieuwe groeifactor IGF-1 is nog gevaarlijker. Het is een spierversterkend en recuperatiebevorderend middel dat vet omzet in spiermassa. Net als de andere spieren ontwikkelt ook het hart zich, zonder dat de slagaders deze groei volgen. Dit leidt onvermijdelijk tot hartinfarcten (1).

6. Bètablokkers :

deze producten hebben een kalmerende invloed, verlagen de hartslag en de bloeddruk, verminderen het beven en verhogen de concentratie.

Ze worden gebruikt in concentratiesporten als darts, biljart, boogschieten, pistoolschieten, en dergelijke.

Zij kunnen echter ademhalingsproblemen en vermoeidheid veroorzaken.

(1) X., «Parket vond nieuw dodelijk dopingproduct», in *Het Laatste Nieuws*, 25 maart 2006.

7. Diurétiques :

ce sont les médicaments qui entraînent une perte de poids et un meilleur drainage au niveau des fibres musculaires. De plus, ils permettent au corps d'éliminer les substances illicites améliorant les performances par excrétion de l'urine.

Ces produits sont utilisés dans les sports à catégories de poids, comme le judo, le karaté, le bodybuilding, le powerlifting et l'haltérophilie.

Revers de la médaille : ils présentent un risque de déshydratation, de surchauffe, d'insuffisance rénale et de troubles du rythme cardiaque.

Certaines méthodes sont également interdites :

1. Dopage sanguin :

administrer du sang ou des produits sanguins de manière à améliorer les capacités d'endurance.

2. Manipulation pharmacologique, chimique ou physique :

il y a lieu d'entendre par là tous les moyens ou procédés susceptibles de modifier les échantillons d'urine, tels que l'utilisation d'un cathéter d'urine différente, la substitution ou l'altération d'urine, ou encore la prise de produits masquant la présence, dans l'urine, de substances illicites.

3. Dopage génétique :

cette méthode englobe deux pratiques de dopage génétique, à savoir la modification de gènes d'embryons et l'implantation de cellules génétiquement modifiées, qui peuvent transformer le corps par une action interne.

Les experts du Comité international olympique (CIO) craignent que les sportifs puissent, grâce à ces techniques, se procurer des bras, des jambes, des genoux ou des coudes « sur mesure ». Étant donné qu'il y a autant d'argent à gagner dans le sport, les entraîneurs sont tentés de fabriquer des supersportifs.

En théorie, en ce qui concerne le dopage génétique, on pourrait assister à un phénomène comparable à celui de l'utilisation des anabolisants dans l'ex-RDA. Les autorités de l'ex-Allemagne de l'Est ont donné des anabolisants à des dizaines de milliers d'athlètes. Les sportifs tombés malades ont entre-temps reçu des millions de dommages et intérêts (1).

(1) Warner A., « IOC bans genetically-engineered sportsmen », Reuters, 1^{er} octobre 2002.

7. Diuretica :

dit zijn de zogenaamde vochtafdrijvende middelen, die zorgen voor een gewichtsafname en een droger spierweefsel. Bovendien worden hierdoor de prestatieverhogende verboden substanties met de urine uitgescheiden uit het lichaam.

Deze producten worden gebruikt in sporttakken waar gewichtsklassen van toepassing zijn, zoals judo, karate, bodybuilding, powerlifting en gewichtheffen.

De keerzijde van de medaille : een risico op uitdroging, oververhitting, nierfalen en hartritmestoornissen.

Er zijn tevens een aantal verboden methodes :

1. Bloeddoping :

hierbij worden bloed of bloedproducten toegediend om op die manier het uithoudingsvermogen te vergroten.

2. Farmacologische, chemische en fysische manipulatie :

hiermee bedoelt men alle middelen of procédés die een urinestaal kunnen wijzigen, zoals het gebruik van een katheter met andere urine, het verwisselen en vervalsen van urine, de inname van maskerende producten om de aanwezigheid van verboden substanties in de urine te verbergen.

3. Gendoping :

deze methode omvat twee genetische dopingpraktijken, namelijk het wijzigen van de genen van ongeboren kinderen en het inbrengen van genetisch gemanipuleerde cellen, die het lichaam van binnenuit kunnen wijzigen.

De experts van het Internationaal Olympisch Comité (IOC) vrezen dat sporters zich door deze technieken als het ware armen, benen, knieën of ellebogen « op maat » kunnen verschaffen. Omdat er zoveel geld in de sport te verdienen is, komen coaches in de verleiding om supersporters te maken.

Met gendoping zou in theorie hetzelfde kunnen gebeuren als destijds met de anabolica in de voormalige DDR. De voormalige Oost-Duitse overheid gaf aan tienduizenden atleten anabole steroïden. Ziek geworden sporters hebben inmiddels voor miljoenen aan schadevergoeding ontvangen (1).

(1) Warner A., « IOC bans genetically-engineered sportsmen », Reuters, 1 oktober 2002.

Il n'y a pas que le recours à des méthodes, substances ou produits interdits qui pose problème. Il ressort d'une analyse des compléments alimentaires les plus consommés, réalisée dans des laboratoires agréés par le CIO, que 5 à 15 % des compléments alimentaires commercialisés sur le marché européen contiennent des produits dopants.

Dans ces compléments, achetés dans des boutiques, commandés sur internet ou provenant directement des stocks des producteurs, ont été trouvées des traces d'XTC, de prohormones et de stéroïdes anabolisants.

Des chiffres récents fournis par le laboratoire antidopage du CIO du professeur Delbeke de l'Université de Gand sont encore plus choquants : 28,8 % des échantillons étaient contaminés par des produits dopants (1).

Les sportifs de haut niveau qui prennent de tels compléments risquent évidemment de fournir un échantillon d'urine positif. Mais le sportif amateur qui absorbe de tels produits court également des risques. La consommation de prohormones et de stéroïdes anabolisants peut, par exemple, provoquer une thrombose, un cancer du foie, des troubles hépatiques, un cancer des testicules et des maladies cardiovasculaires.

Ces compléments continuent néanmoins d'être utilisés dans les salles de sport. C'est surtout la créatine qui est le must absolu. Les arguments de vente ne manquent pas : la créatine prodiguerait un surplus d'énergie aux muscles, elle augmenterait la masse musculaire, renforcerait la résistance, favoriserait la récupération, accroîtrait le tonus, etc.

Dans la pratique, l'action de la créatine n'a toutefois pas encore été prouvée de façon convaincante. Ses effets réels et ses effets secondaires potentiels font même l'objet d'un débat scientifique houleux. Ce produit est d'ailleurs interdit en France.

Bien que la créatine soit autorisée en Belgique, l'Association francophone de tennis (AFT) a adopté une position courageuse en la matière. Dès lors que les connaissances relatives à cette substance sont encore insuffisantes pour s'en forger une idée objective, l'utilisation de la créatine est interdite au centre ADEPS de Mons, qui forme les jeunes talents francophones du tennis.

Patrick Meur, l'entraîneur attitré de l'AFT, déclare qu'il ne s'agit pas uniquement d'éviter les effets secondaires encore peu connus. Si le préparateur physique admettait la créatine, c'est toute la philosophie de l'effort que l'AFT souhaite transmettre à ses jeunes talents, qui s'effondrerait. Fermer les yeux reviendrait à confirmer que l'on peut effectivement

Maar niet alleen het gebruik van verboden producten, stoffen of methodes stelt een probleem. Uit onderzoek van vaak gebruikte voedingssupplementen, uitgevoerd in door het IOC erkende labo's bleek dat tussen de 5 en 15 % van de voedingssupplementen op de Europese markt doping bevatten.

In die supplementen, afkomstig uit winkels, besteld via internet of rechtstreeks uit de voorraad van de producenten, zijn sporen gevonden van xtc, prohormonen en anabole steroïden.

Recente cijfers van het IOC-dopinglab van professor Delbeke aan de Universiteit Gent tonen nog schokkender cijfers: 28,8 % van de stalen waren besmet met dopingproducten (1).

Topsporters die dergelijke supplementen slikken, riskeren uiteraard een positief urinestaal af te leveren. Maar ook de amateursporter, die dergelijke producten inneemt, loopt gevaar. Gebruik van pro-hormonen en anabole steroïden bijvoorbeeld kan immers leiden tot trombose, leverkanker, leverfunctiestoornissen, teelbalkanker en hart- en vaatziekten.

En toch vinden deze supplementen ongestoord hun weg naar de sportzalen. Vooral de absolute topper, Creatine, is in trek. Het regent verkoopargumenten: Creatine zou de spieren extra energie geven, de spiermassa vergroten, de weerstand verhogen, de recuperatie bevorderen, de tonus verhogen, enz.

In de praktijk is de werking van Creatine echter nog niet overtuigend bewezen. Er woedt zelfs een hevig wetenschappelijk debat over de reële effecten en de mogelijke bijwerkingen. In Frankrijk is het middel trouwens verboden.

Hoewel Creatine in België is toegestaan, heeft de *Association Francophone de Tennis* (AFT) een moedig standpunt terzake ingenomen. Vermits er nog te weinig over het middel geweten is om een objectief oordeel te vormen, mag Creatine niet gebruikt worden aan het ADEPS-Centrum te Mons, waar jonge Frans-talige tennistalenten worden opgeleid.

Patrick Meur, de huistrainer van de AFT, verwoordt het als volgt: « Het komt er niet alleen op aan de nog weinig gedocumenteerde bijwerkingen te vermijden. Als de conditietrainer Creatine zou dulden, zou heel de inspanningsfilosofie, die de AFT haar jonge talenten wil bijbrengen, in elkaar storten. De ogen sluiten, betekent zoveel als: bevestigen dat je wel

(1) Renson I. et Denolf W., *Fitness: Voor elke spier een pil*, p. 86-94.

(1) Renson I. en Denolf W., *Fitness: Voor elke spier een pil*, blz. 86-94.

prendre certaines substances pour augmenter artificiellement ses performances. Il n'y aurait alors plus de garde-fou et le dopage pur et dur serait la norme (1).

III. COMMENT ET OÙ SE PROCURE-T-ON DES PRODUITS INTERDITS ? (2)

Il faut en fait distinguer trois circuits :

1. Le circuit légal :

Il y a toujours des médecins qui délivrent des prescriptions de produits dopants à des sportifs. En raison de leur liberté de prescription, ils ne sont pas sanctionnés.

Les pharmaciens ne rapportent pas les cas dans lesquels la dose prescrite leur paraît anormale.

Les vétérinaires délivrent des produits provenant d'un dépôt pour lequel ils s'approvisionnent chez le pharmacien. Les produits hormonaux à usage animal sont les mêmes que ceux à usage humain. Par ailleurs, certains vétérinaires sont eux-mêmes propriétaires d'une pharmacie.

2. Le circuit gris :

Les suppléments alimentaires font l'objet de très peu de contrôles.

Les contrôles de qualité sont, eux aussi, totalement insuffisants. Seuls certains suppléments vendus en pharmacie sont présentés à l'inspection pharmaceutique. Ces suppléments alimentaires doivent d'abord se voir attribuer un numéro d'agrément témoignant de leur conformité à la législation en vigueur.

Mais on constate également que beaucoup de suppléments alimentaires non agréés sont mis sur le marché. Or, ceux-ci ne sont guère contrôlés, faute de législation.

3. Le circuit illégal :

Il est très facile de commander des substances stimulantes prohibées par Internet, surtout sur les marchés américain et asiatique (3).

Ces produits, qui sont envoyés par colis postal, sont en général d'origine douteuse. Souvent, le contenu ne correspond pas à l'emballage. Les colis postaux étant rarement contrôlés, le risque qu'ils soient interceptés est extrêmement faible.

(1) Mathy J., «Creatine in de kleedkamer», in *De Huisarts*, mars 2006, p. 13.

(2) Sénat de Belgique, Session 2004-2005, Rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales, *o.c.*, p. 6-7.

(3) IMA/MPH, «Na de gokker nu ook de Chinese epo», in *Het Nieuwsblad*, 25 et 26 mars 2006.

degelijk iets mag nemen om je prestaties kunstmatig op te vijzelen. Vanaf dan is het einde zoek en loert in zekere zin de «harde» doping om de hoek.» (1)

III. HOE EN WAAR VERKRIJGT MEN VERBODEN PRODUCTEN ? (2)

Er zijn in feite drie circuits te onderscheiden :

1. Het legale circuit :

Er zijn nog steeds artsen die voorschriften voor dopingproducten afleveren aan sporters. Omwille van hun vrijheid van voorschrijven worden zij niet bestraft.

Apothekers melden abnormale voorgeschreven dosissen niet.

Veeartsen leveren producten af vanuit een depot, waarvoor zij zich bij apothekers bevoorraden. Hormonale producten voor mens en dier zijn immers dezelfde. Sommige veeartsen zijn trouwens zelf eigenaar van een apotheek.

2. Het grijze circuit :

Er zijn nauwelijks controles op de zogenaamde voedingssupplementen.

Ook op het vlak van kwaliteitscontrole staan we nergens. Alleen bepaalde supplementen, die te koop zijn in apotheken, zijn aan de farmaceutische inspectie onderworpen. Die voedingssupplementen moeten eerst een erkenningsnummer krijgen, waaruit blijkt dat zij aan de geldende wetgeving voldoen.

Maar er blijken ook veel voedingssupplementen op de markt die niet erkend zijn. Hier is echter nauwelijks controle op bij gebrek aan wetgeving.

3. Het illegale circuit :

Het is heel eenvoudig om verboden stimulerende middelen te bestellen via het internet, vooral op de Amerikaanse en Aziatische markt (3).

De producten, die via postpakketten worden opgestuurd, zijn meestal van dubieuze oorsprong en vaak stemt de inhoud niet overeen met de verpakking. Omdat postpakketten nauwelijks worden gecontroleerd, is de pakkans uitermate klein.

(1) Mathy J., «Creatine in de kleedkamer», in *De Huisarts*, maart 2006, blz. 13.

(2) Belgische Senaat, Zitting 2004-2005, Verslag namens de Commissie voor de Sociale Aangelegenheden, *o.c.*, blz. 6-7.

(3) IMA/MPH, «Na de gokker nu ook de Chinese epo», in *Het Nieuwsblad*, 25 et 26 mars 2006.

De nombreuses substances prohibées sont importées d'autres États membres de l'Union européenne et de pays tiers.

De tels produits sont difficilement décelables par les services des douanes. Aucun contrôle n'est exercé sur les produits qui proviennent d'autres États membres européens. Les frontières intérieures ont en effet été abolies et c'est le principe de la « libre circulation des marchandises » qui prévaut. De même, les importations en provenance de pays tiers ne sont contrôlées que par coups de sonde.

IV. APERÇU SOMMAIRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LE DOPAGE MENÉE AUX DIFFÉRENTS NIVEAUX DE POUVOIR

« *Tout athlète convaincu de dopage représente une victoire pour les athlètes qui s'adonnent proprement à leur sport.* » (1)

1. Au niveau international

En 1993, à Copenhague, a été signé le Code mondial antidopage, qui est le symbole d'une approche commune et coordonnée de la problématique du dopage.

L'Agence mondiale antidopage (AMA), une association regroupant les organisations sportives et les nombreuses autorités concernées, a été créée en 1999. Ce fut sans conteste un grand pas en avant vers une approche mondiale et harmonisée de la problématique du dopage dans le sport.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, le Comité international olympique (CIO) et l'AMA publient chaque année une liste non exhaustive des grandes catégories de substances et des méthodes considérées, dans le monde de la médecine du sport, comme totalement contraires aux principes généraux qui ont toujours primé dans la lutte contre le dopage, à savoir: la protection de la santé de l'athlète, le respect de l'éthique médicale et de l'éthique du sport, et l'octroi de chances égales à tous lors d'une compétition. Cette liste s'applique à toutes les compétitions sportives internationales.

La publication d'une liste de substances et de méthodes interdites ne signifie pas que les athlètes sont privés des soins médicaux les plus élémentaires et indispensables. Sur la base d'un dossier médical, les athlètes peuvent d'ailleurs obtenir une dispense thérapeutique.

Le grand nombre de tests anti-dopage effectués durant les Jeux Olympiques d'hiver de Turin (plus de 1 200, ce qui représente une augmentation de pas

Er worden heel wat verboden middelen geïmporteerd uit andere Europese lidstaten en uit derde landen.

Dergelijke producten zijn moeilijk opspoorbaar voor de douanediensdiensten. Er is geen controle op producten die uit andere Europese lidstaten aangevoerd worden. De binnengrenzen zijn immers wegevallen en het principe van « vrij verkeer van goederen » geldt. Ook de import uit derde landen wordt slechts steekproefsgewijs gecontroleerd.

IV. SUMMIER OVERZICHT VAN HET GEVOERDE DOPINGBELEID OP DE VERSCHILLENDE BEVOEGDHEIDSNIVEAUS

« *Elke atleet die betrapt wordt op doping, is een overwinning voor de atleten die op een zuivere manier aan sport doen.* » (1)

1. Op internationaal niveau :

In 1993 werd in Kopenhagen de Wereld Anti-Doping Code ondertekend, het symbool van een gezamenlijke en gecoördineerde aanpak van de dopingproblematiek.

In 1999 werd het Wereld Anti-Doping Agentschap (WADA) opgericht, een samenwerkingsverband tussen de sportorganisaties en de vele betrokken overheden. Dit betekende zonder twijfel een belangrijke stap voorwaarts in de wereldwijde en geharmoniseerde aanpak van de dopingproblematiek in de sport.

Het Internationaal Olympisch Comité (IOC) en het WADA publiceren met ingang van 1 januari 2004 jaarlijks een niet-exhaustieve lijst met de grote groepen van stoffen en methodes die in de wereld van de sportgeneeskunde worden beschouwd als volledig in tegenspraak met de algemene principes, die in de strijd tegen doping altijd primordiaal zijn geweest. Te weten: de bescherming van de gezondheid van de atleet, het respect voor de medische ethiek en de ethiek in de sport, het bieden van gelijke kansen aan iedereen tijdens een competitie. Deze lijst is van toepassing op alle internationale sportcompetities.

De publicatie van een lijst met verboden stoffen en methodes betekent niet dat atleten de meest primaire en noodzakelijke medische verzorging wordt ontzegd. Op basis van een medisch dossier kunnen atleten trouwens een therapeutische vrijstelling krijgen.

Dat het IOC de dopingproblematiek wel ernstig neemt, blijkt alleen al uit het grote aantal dopingtests dat tijdens de Winterspelen van Turijn werd uitge-

(1) Dr. Rogge J., « Voorzitter IOC », in *De Huisarts*, mei 2005, p. 7.

(1) Dr. Rogge J., « Voorzitter IOC », in *De Huisarts*, mei 2005, blz. 7.

moins de 71 % en comparaison avec les précédents Jeux Olympiques d'hiver de Salt Lake City) montre, à lui seul, que le CIO prend la problématique du dopage au sérieux. Ce n'est que de cette manière que l'on peut tenter d'éradiquer ce problème dans le monde du sport (1).

2. Au niveau européen :

Le 16 novembre 1989, les États membres du Conseil de l'Europe ont signé une convention multilatérale visant à lutter contre l'utilisation d'agents de dopage dans le sport.

En Belgique, cette convention a été ratifiée par les Communautés et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

3. Au niveau fédéral :

Par le passé, cette matière était réglée par la loi du 2 avril 1965 interdisant la pratique du dopage. À la suite des différentes réformes de l'État, les Communautés sont, en 1980, devenues compétentes en matière de sport, en ce compris la lutte contre le dopage.

Les parquets peuvent bien entendu engager des poursuites pénales en cas d'infraction à la loi du 24 février 1921 sur les drogues et à la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, telle que la détention et le trafic de substances illicites ou de produits hormonaux. Souvent toutefois, les sportifs n'encourent que des sanctions disciplinaires prises au niveau des Communautés.

Au niveau fédéral a été créé le Conseil de coordination en matière de pratique du sport, au sein duquel les différentes Communautés ont déjà conclu plusieurs accords de coopération. La coopération se déroule cependant entre les Communautés et pourrait encore être sensiblement améliorée entre les différents niveaux de compétence.

En avril 2005, le Comité olympique et interfédéral belge (COIB) a lancé un appel pour que soient créées les conditions permettant de mener une politique efficace de lutte contre le dopage, afin de rendre notre image plus crédible au niveau international. Dans ce contexte, le COIB s'est avéré partisan de la création d'une Agence antidopage commune.

Mi-mars 2006, les ministres des Sports de la Communauté française, de la Communauté germanophone et de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale ont annoncé la conclusion d'un accord sur la création d'un secrétariat commun chargé de centraliser les contrôles anti-dopage. Ils regrettent

voerd : meer dan 1 200, een stijging met maar liefst 71 % in vergelijking met de vorige Winterspelen in Salt Lake City. Alleen op deze manier kan men proberen dit probleem uit de sportwereld te weren (1).

2. Op Europees niveau :

De lidstaten van de Raad van Europa hebben op 16 november 1989 een multilateraal verdrag ter bestrijding van het gebruik van doping in de sport ondertekend.

Dit verdrag werd door de gemeenschappen in ons land geratificeerd en is in België op 1 januari 2002 in werking getreden.

3. Op federaal niveau :

Vroeger gold de dopingwet van 2 april 1965. Als gevolg van de verschillende staatsvormingen werden de gemeenschappen in 1980 bevoegd voor sport, inclusief de bestrijding van dopinggebruik.

Voor inbreuken op de drugswet van 24 februari 1921 en op de wet op de geneesmiddelen van 25 maart 1964, zoals het bezit en verhandelen van verboden stoffen of hormonale producten, kunnen de parketten uiteraard strafrechtelijke vervolging instellen. Vaak echter worden de sporters enkel op gemeenschapsniveau disciplinair gestraft.

Op federaal niveau werd tevens de Coördinatieraad inzake medisch verantwoorde sportbeoefening opgericht, in de schoot waarvan er tussen de verschillende gemeenschappen reeds meerdere samenwerkingsakkoorden zijn gesloten. Toch is de samenwerking tussen de gemeenschappen onderling en tussen de verschillende bevoegdheidsniveaus nog voor veel verbetering vatbaar.

In april 2005 lanceerde het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité (BOIC) een oproep om in België een efficiënt antidopingbeleid mogelijk te maken, teneinde op internationaal niveau een geloofwaardiger imago te creëren. Het BOIC bleek in deze context voorstander te zijn van de oprichting van een gezamenlijk Antidoping Agentschap.

Midden maart 2006 kondigden de sportministers van de Franse Gemeenschap, van de Duitstalige Gemeenschap en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie Brussel aan dat zij een akkoord hadden bereikt over de oprichting van een gezamenlijk secretariaat, waar de dopingcontroles gecentraliseerd

(1) Dr. Rogge J., « Het IOC », in *De Huisarts*, mars 2006, p. 7.

(1) Dr. Rogge J., « Het IOC », in *De Huisarts*, maart 2006, blz. 7.

toutefois que la Communauté flamande ne participe pas à cette initiative (1).

4. Au niveau communautaire :

En Communauté française, la question du dopage est réglée par le décret du 26 avril 1999 organisant le sport et par le décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention.

La loi du 1965 sur le dopage a été remplacée, pour la Communauté flamande, par le décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé.

À la fin de l'année passée, l'arrêté du 16 décembre 2005 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé est venu affiner la réglementation existante.

En Flandre, les sportifs de haut niveau doivent demander l'accord préalable d'une commission indépendante composée de médecins avant d'utiliser des médicaments contenant des substances illicites. Les autres sportifs peuvent demander cette autorisation.

Les sportifs de haut niveau doivent communiquer leurs coordonnées afin de permettre également les contrôles sur leur lieu de séjour en dehors des compétitions.

En ce qui concerne la méthode, outre l'échantillon d'urine, le prélèvement sanguin est une pratique courante.

Concrètement, un sportif convaincu de dopage ne s'expose plus qu'à des poursuites disciplinaires. Il peut se voir interdire de participer à des manifestations sportives pour une période comprise entre trois mois et deux ans. Ces délais peuvent être multipliés par deux en cas de récidive dans les deux ans.

Cette réglementation contraste fortement avec celle applicable aux non-sportifs, qui encourent, selon la législation fédérale, de lourdes peines correctionnelles en cas de détention de drogues ou d'hormones (dont la composition est souvent comparable à celle des produits dopants).

En Communauté flamande, certains préconisent toutefois le maintien de la dépenalisation du dopage en ce qui concerne le sportif lui-même, tout en prônant l'instauration d'une réglementation permettant de poursuivre correctionnellement la détention, le commerce, l'administration ou la tentative d'administrer des substances prohibées ou d'utiliser des méthodes interdites.

(1) BELGA, «BOIC wil Vlaanderen meetrekken in antidopingbeleid», in *Het Laatste Nieuws*, 24 mars 2006.

zouden worden. Ze betreuren wel de afwezigheid van de Vlaamse Gemeenschap bij dit initiatief (1).

4. Op gemeenschapsniveau :

Binnen de Franse gemeenschap gelden de decreten van 26 april 1999 tot organisatie van de sport en van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan.

De dopingwet van 1965 werd voor de Vlaamse Gemeenschap vervangen door het decreet van 27 maart 1991 inzake medisch verantwoorde sportbeoefening.

Eind vorig jaar werd het besluit inzake medisch verantwoorde sportbeoefening van 16 december 2005 uitgevaardigd, waardoor de bestaande regelgeving werd verfijnd.

In Vlaanderen moeten elitesporters voor het gebruik van geneesmiddelen met verboden stoffen eerst toestemming vragen aan een onafhankelijke commissie van artsen. De andere sporters mogen zo'n toestemming vragen.

Elitesporters moeten hun verblijfsgegevens meedelen om ook controles buiten de wedstrijden mogelijk te maken.

Qua methode wordt ook de bloedafname, naast het urinestaal, courant.

Concreet wordt een sportbeoefenaar, die op het gebruik van doping wordt betrapt, enkel nog disciplinair gestraft. Hij kan een verbod krijgen om aan sportmanifestaties deel te nemen gaande van drie maanden tot twee jaar. Deze termijnen kunnen verdubbeld worden bij een herhaling van dezelfde overtreding binnen de twee jaar.

Dit staat in schril contrast met de niet-sporters, die voor het bezit van verdovende middelen of hormonen (vaak gelijkaardige producten als doping) op federaal niveau zware correctionele straffen kunnen oplopen.

Binnen de Vlaamse Gemeenschap gaan echter stemmen op om de depenalisering van de sportbeoefenaar zelf te behouden voor het gebruik van doping, maar om daarnaast toch een correctionele vervolging mogelijk te maken voor het bezit, het verhandelen, het toedienen of pogen toe te dienen van verboden stoffen of methodes.

(1) BELGA, «BOIC wil Vlaanderen meetrekken in antidopingbeleid», in *Het Laatste Nieuws*, 24 maart 2006.

L'instauration d'une cause d'excuse atténuante serait également envisagée pour le sportif qui participe, de manière substantielle, à la découverte ou à la constatation d'infractions commises par ses accompagnateurs ou par d'autres personnes.

V. RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES DU SÉNAT (1)

La commission des Affaires sociales du Sénat a formulé, après une étude approfondie, pas moins de 27 recommandations, tant en ce qui concerne l'offre de produits dopants qu'en ce qui concerne la détection et les sanctions applicables au dopage. Les principales recommandations sont énumérées intégralement ci-après.

— En ce qui concerne l'offre :

1. Les ministres de la Santé publique et de la Protection du consommateur devront disposer d'instruments qui leur permettent de renforcer la surveillance de la publicité vantant les mérites de médicaments et de compléments alimentaires non soumis à prescription. La publicité pour les compléments alimentaires sera réglementée au niveau européen.

2. Le Sénat invite les organisateurs de manifestations sportives à s'assurer que les sportifs participants n'ont consommé aucune substance dopante. Il serait opportun de sensibiliser les Communautés afin qu'elles puissent proposer aux organisateurs un code de conduite auquel devrait souscrire toute rencontre sportive et qui stipulerait notamment que les sportifs faisant l'objet d'une enquête pour utilisation de produits dopants seraient exclus de la compétition tant qu'ils n'auront pas été blanchis.

3. Lorsque des clubs ou des sportifs individuels sponsorisés par des entreprises ont fait l'objet de plusieurs condamnations pour fait de dopage, le Sénat exhorte ces entreprises à assumer leurs responsabilités et à prendre résolument leurs distances par rapport au dopage. Il est inadmissible que des sponsors qui ferment les yeux sur le dopage puissent déduire fiscalement le budget qu'ils ont consacré au parrainage.

4. Il serait opportun que le ministre de la Santé publique organise une concertation avec les Communautés afin de renforcer la prévention et l'accompagnement dans les rangs des jeunes et des sportifs amateurs, notamment au travers de l'enseignement.

(1) Sénat de Belgique, Session de 2004-2005, rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales, *o.c.*, p. 153-156.

In de toekomst zou ook het invoegen van een strafverminderende verschoningsgrond overwogen worden voor de sporter die substantiële hulp biedt bij het ontdekken of vaststellen van overtredingen door begeleidend personeel van de sporter of door anderen.

V. AANBEVELINGEN VAN DE SENAATSCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN (1)

De Senaatscommissie voor de Sociale Aangelegenheden kwam, na diepgaand onderzoek, tot niet minder dan 27 aanbevelingen, zowel in verband met het aanbod van dopingproducten, als met betrekking tot de opsporing en de bestraffing van dopinggebruik. De voornaamste aanbevelingen worden hierna integraal opgesomd.

— Aangaande het aanbod :

1. De ministers van Volksgezondheid en Consumentenzaken moeten de instrumenten krijgen om strenger toe te zien op de reclame die wordt gevoerd met betrekking tot niet-voorschrijfplichtige geneesmiddelen en voedingssupplementen. Reclame voor voedingssupplementen moet worden gereguleerd op het Europese niveau.

2. De Senaat roept de organisatoren van sportieve manifestaties op erover te waken dat de deelnemende sportbeoefenaars dopingvrij zijn. Het zou aangewezen zijn de gemeenschappen van het probleem bewust te maken, opdat ze de organisatoren een gedragscode kunnen voorstellen waaraan elke sportwedstrijd zou moeten voldoen en die onder meer stipuleert dat sportbeoefenaars tegen wie een onderzoek loopt wegens het gebruik van doping zouden worden uitgesloten van de competitie en dit zo lang hun naam niet is gezuiverd.

3. De Senaat roept bedrijven, die clubs of individuele sportbeoefenaars sponsoren op om wanneer deze meermaals voor dopinggebruik werden veroordeeld, hun verantwoordelijkheid op te nemen en resoluut afstand te nemen van dopinggebruik. In zoverre sponsors blind zijn voor doping, kan niet worden aanvaard dat de bestede reclamebudgetten fiscaal aftrekbaar zijn.

4. Het zou aangewezen zijn dat de minister van Volksgezondheid overleg organiseert met de gemeenschappen om meer preventie en begeleiding te voorzien in de rangen van jeugd- en amateursporters en in het onderwijs.

(1) Belgische Senaat, Zitting 2004-2005, Verslag namens de Commissie voor de Sociale Aangelegenheden, *o.c.*, blz. 153-156.

Il conviendrait également que les Communautés puissent convenir avec les fédérations sportives reconnues et subventionnées par elles qu'une partie des subventions octroyées aux dites fédérations sportives sera affectée spécifiquement à la lutte contre le dopage.

Il serait également souhaitable d'organiser une campagne de prévention pour informer les sportifs des séquelles à long terme entraînées par la prise de produits dopants.

5. Les médicaments figurant sur la liste de l'AMA devraient être pourvus d'un logo olympique barré. Le gouvernement belge devrait aborder cette question à l'échelon européen et entamer, par l'entremise du ministre de la Santé publique, une concertation à ce sujet avec l'industrie pharmaceutique.

6. La notice, destinée au public, des médicaments figurant sur la liste de l'AMA doit mettre l'accent sur le fait qu'ils ne peuvent en aucun cas être utilisés dans le cadre d'une compétition sportive ou dans le cadre de la pratique d'un sport.

7. Par analogie avec les règles qui ont été instaurées pour les médicaments, il conviendrait de prévoir un code-barre unique pour certains médicaments à usage vétérinaire afin d'en faciliter la localisation, puisque ces derniers peuvent s'utiliser aussi bien à des fins de dopage que dans l'élevage. Le ministre de la Santé publique devrait, à cet effet, étendre les systèmes de contrôle existants.

8. Les ministres de la Santé publique, des Affaires économiques et de la Protection du consommateur devraient mettre en place une concertation internationale pour tenter de limiter la vente de médicaments et la publicité y afférente via internet. Il faudra mentionner à tout le moins les références des responsables des sites web en question.

9. Le ministre des Affaires économiques devrait saisir la cellule Information des Affaires économiques afin qu'elle agisse contre les courriels publicitaires non sollicités vantant les mérites de produits dopants.

10. Il convient d'améliorer l'étiquetage des compléments alimentaires. Prenant exemple sur le *Nederlandse Zekerheidscentrum Voedingssupplementen Topsport*, le ministre de la Santé publique devrait, en collaboration avec les producteurs de compléments alimentaires, dresser une liste des compléments qui n'ont aucun effet dopant, qui ne représentent aucun danger pour la santé du sportif et qui ne contiennent aucune information inexacte.

11. Il faut intensifier la concertation au niveau européen pour s'attaquer efficacement au trafic des produits dopants.

Ook zou het aangewezen zijn dat de gemeenschappen met de sportfederaties overeenkomen dat een deel van de subsidies, verstrekt aan de door hen erkende en gesubsidieerde sportfederaties, specifiek wordt aangewend voor de bestrijding van dopinggebruik.

Tevens zou het wenselijk zijn een preventiecampagne te organiseren om de sportlui te waarschuwen voor de gevolgen op lange termijn van het nemen van doping.

5. Geneesmiddelen die op de lijst van de WADA staan, zouden moeten worden voorzien van een doorkruist Olympisch logo. De Belgische regering zou dit standpunt op Europees niveau moeten aankaarten en hierover bij monde van de minister van Volksgezondheid overleg opstarten met de farmaceutische industrie.

6. De bijsluiter voor het publiek van de geneesmiddelen die op de lijst van het WADA staan, moet de nadruk leggen op het feit dat ze in geen geval mogen worden gebruikt bij een sportwedstrijd of bij sportbeoefening.

7. Voor sommige diergeneesmiddelen zou het aangewezen zijn om, naar analogie met wat is ingevoerd voor geneesmiddelen, in een unieke barcode te voorzien om de opsporing beter te laten verlopen omdat ze niet alleen in de veeteelt maar ook als dopingproducten worden gebruikt. De minister van Volksgezondheid zou hiertoe de bestaande controlesystemen moeten uitbreiden.

8. De ministers van Volksgezondheid, van Economie en van Consumentenzaken zouden internationaal overleg moeten opstarten om te trachten de verkoop van en reclame voor geneesmiddelen via internet te beperken. Minstens moeten de referenties worden vermeld van de personen die verantwoordelijk zijn voor de websites.

9. De minister van Economie zou de Cel Informatie van Economische Zaken moeten doen optreden tegen spammails die prestatiebevorderende voorschriftplichtige producten aanprijzen.

10. Er is een betere etikettering nodig van voedingssupplementen. De minister van Volksgezondheid zou moeten, in samenwerking met de producenten, een lijst samenstellen van voedingssupplementen die dopingvrij zijn, geen gevaar betekenen voor de gezondheid van de sportbeoefenaar en geen onjuiste informatie bevatten, naar analogie met wat in Nederland gebeurt via het Nederlandse Zekerheidscentrum Voedingssupplementen Topsport.

11. Er moet meer overleg op het Europese niveau komen om de strijd aan te binden met de sluikhandel in doping.

12. Dans le respect du principe de la liberté de choix diagnostique et thérapeutique du médecin, la liberté de prescrire dont jouissent les médecins ne peut pas conduire à un usage impropre des médicaments dans un contexte non thérapeutique. La prescription de doses supérieures à la dose thérapeutique normale mentionnée dans le dossier d'enregistrement doit pouvoir être motivée par le médecin concerné.

13. La législation sur les médicaments devrait être adaptée par le ministre de la Santé publique: les substances à effet hormonal, antihormonal et autres et anabolisant ne peuvent être prescrites et vendues qu'à des doses thérapeutiques autorisées en vertu du dossier d'enregistrement, les exceptions éventuelles devant être motivées et certifiées par le médecin traitant.

— En ce qui concerne la détection :

14. Les services des douanes devraient être renforcés afin de pouvoir rechercher de manière plus ciblée les drogues et autres produits dopants. Il faudrait leur donner la faculté de retirer certains médicaments des envois contrôlés. Le ministre des Finances devrait prendre les initiatives nécessaires à cet effet.

15. Les laboratoires de contrôle agréés devraient disposer du matériel de pointe nécessaire. Malgré l'augmentation des contrôles sanguins, seuls les contrôles d'urine ont, en effet, force probante. De plus, les laboratoires de contrôle sont investis d'une mission importante : constater les tendances et pouvoir s'y adapter. Il faudrait accroître les échanges de savoir-faire entre les laboratoires qui effectuent des contrôles antidopages et ceux qui recherchent la présence d'hormones dans l'élevage.

16. La Cellule multidisciplinaire hormones devrait rédiger un rapport annuel d'activités qui serait mis à la disposition du Parlement. Il faudrait aussi concevoir un système de préalerte.

17. Le ministre de l'Intérieur devrait charger les services de police de se consacrer davantage à la lutte contre le dopage. Pour ce faire, les policiers devraient recevoir la formation nécessaire. Cette formation devrait être assurée par la Cellule hormones pour l'aspect répressif et par les Communautés en ce qui concerne la prévention.

18. L'on devrait désigner dans chaque ressort judiciaire un fonctionnaire de la police fédérale ou de la police locale, spécialisé dans le domaine des produits dopants. Depuis son poste, ce fonctionnaire de police fournirait un appui pour les dossiers judiciaires locaux pendants. La Cellule multidisciplinaire hormones serait chargée de coordonner cet appui.

12. Met eerbiediging van het beginsel van de vrije keuze van diagnose en therapie van de arts, mag het vrije voorschrijfgedrag van artsen niet leiden tot oneigenlijk gebruik van geneesmiddelen in een andere niet-therapeutische context. Het voorschrijven van dosissen die boven de normale, in het registratiedossier vermelde therapeutische dosis liggen moet door de betrokken geneesheer kunnen worden gemotiveerd.

13. De geneesmiddelenwetgeving zou daartoe door de minister van Volksgezondheid moeten worden aangepast: stoffen met hormonale, antihormonale en andere stoffen en stoffen met anabole werking kunnen slechts voorgeschreven en verkocht worden in een volgens het registratiedossier aangenomen therapeutische dosis, eventueel met uitzonderingen te motiveren én te attesteren door de behandelende arts.

— Aangaande de opsporing :

14. De douanediensten zouden moeten worden versterkt, zodat ze meer gericht kunnen zoeken naar drugs- en dopingproducten. De douane zou de wettelijke mogelijkheid moeten krijgen om uit gecontroleerde zendingen geneesmiddelen te halen. De minister van Financiën zou hiertoe de nodige initiatieven moeten nemen.

15. De erkende controlelaboratoria zouden moeten kunnen beschikken over de nodige hightechapparatuur. Ondanks de uitbreiding met bloedcontroles blijven immers enkel de urinecontroles bewijskracht hebben. Bovendien hebben de controlelaboratoria de belangrijke taak om trends vast te stellen en moeten ze daarop kunnen inspelen. Er zou meer knowhow moeten worden uitgewisseld tussen de labs die controleren op dopingproducten en die welke hormonen in de vee teelt opsporen.

16. De Multidisciplinaire Hormonencel zou jaarlijks een activiteitenrapport moeten opstellen dat ter beschikking wordt gesteld van het parlement. Er zou ook gezocht moeten worden naar een early-warning-system.

17. De minister van Binnenlandse Zaken zou de politiediensten moeten gelasten meer aandacht te besteden aan de strijd tegen doping. Politie mensen moeten daartoe de nodige opleiding krijgen. Die zou moeten worden verstrekt door de Hormonencel wat de bestraffing betreft en door de gemeenschappen wat de preventie betreft.

18. Per gerechtelijk ressort zou één politieambtenaar uit de federale of de lokale politie moeten worden aangesteld, die gespecialiseerd is in het domein van dopingproducten. Deze politieambtenaar zou vanuit zijn standplaats steun verlenen aan lokaal lopende gerechtelijke dossiers. De coördinatie van deze steun zou in handen moeten komen van de Multidisciplinaire Hormonencel.

19. Le ministre de la Santé publique devrait doter la direction générale Médicaments de moyens humains et financiers supplémentaires, afin de lui permettre d'effectuer des contrôles plus efficaces, notamment sur la fourniture de médicaments par des vétérinaires. La direction Médicaments devrait aussi utiliser davantage les techniques d'analyse des risques.

20. Il serait opportun que le ministre de la Santé publique puisse conclure avec les Communautés un protocole de coopération relatif à la saisine de la direction Médicaments lorsque les organes de contrôle des Communautés constatent un cas d'usage de produits dopants.

21. Le ministre de la Santé publique devrait dégager des fonds pour la recherche scientifique sur le dopage et ses effets sur la santé.

— En ce qui concerne les sanctions :

22. La loi sur les médicaments et la loi sur les substances stupéfiantes doivent être appliquées sans réserve, par des enquêtes plus actives et une effectivité des poursuites.

23. La Justice ne peut pas faire de distinction entre celui qui utilise des produits interdits dans le cadre de ses activités sportives pour des raisons autres que médicales et celui qui en utilise pour d'autres raisons non médicales. Il faut que la Justice concentre ses efforts en priorité sur les fournisseurs et les producteurs de produits dopants. Le juge doit pouvoir utiliser tout l'arsenal des sanctions : emprisonnement, amende ou renvoi auprès d'un service d'aide spécialisé.

24. Les parquets devront faire preuve d'une plus grande ouverture afin que tous les services concernés soient réunis autour de la table lorsqu'une information ou une instruction judiciaire est ouverte dans des dossiers importants et ce, en tenant compte des restrictions liées à la procédure pénale.

25. Le fait d'avoir encouru une sanction disciplinaire pour fait de dopage ne peut pas entraîner systématiquement l'absence de poursuites pénales sous quelque forme que ce soit. Il serait opportun que le ministre de la Justice, en concertation avec le collègue des procureurs généraux, élargisse à tout le pays le champ d'application de la circulaire du 4 octobre 2004 des procureurs généraux d'Anvers, de Bruxelles et de Gand.

26. Il est vital d'identifier les producteurs et les fournisseurs de produits dopants. Les sportifs qui sont convaincus de dopage et qui, par là même, sont passibles de sanctions devraient se voir offrir la possibilité d'obtenir une réduction ou une remise de peine s'ils collaborent à l'instruction, par analogie au

19. De minister van Volksgezondheid zou het Directoraat-Generaal Geneesmiddelen meer mensen en middelen ter beschikking moeten stellen waardoor sluitender controles mogelijk zijn, ook op het verstrekken van geneesmiddelen door veerartsen. Verder zou het Directoraat Geneesmiddelen ook meer risico-analysetechnieken moeten aanwenden.

20. Het zou raadzaam zijn dat de minister van Volksgezondheid een samenwerkingsprotocol kan sluiten met de gemeenschappen voor het inschakelen van het Directoraat Geneesmiddelen wanneer door de controleorganen van de gemeenschappen dopinggebruik wordt vastgesteld.

21. De minister van Volksgezondheid zou de middelen moeten krijgen om wetenschappelijk onderzoek te laten uitvoeren naar dopinggebruik en de resultaten ervan op de gezondheid.

— Aangaande de bestraffing :

22. De geneesmiddelenwet en de wet op de verdovende middelen moeten onverkort worden toegepast door actiever onderzoek en effectieve vervolging.

23. Justitie mag geen onderscheid maken tussen iemand die om andere dan medische redenen verboden producten gebruikt in het kader van zijn sportieve activiteiten en iemand die gebruikt om andere niet-medische redenen. De inspanningen van Justitie moeten er in de eerste plaats op gericht zijn bevoorraders en producenten van dopingproducten aan te pakken. De rechter moet alle mogelijkheden van bestraffing kunnen benutten, gaande van een gevangenisstraf, een boete, of een doorverwijzing naar de gespecialiseerde hulpverlening.

24. De parketten moeten een grotere openheid aan de dag leggen zodat alle betrokken diensten rond de tafel worden gebracht bij opsporings- of gerechtelijke onderzoeken in belangrijke dossiers en rekening houdend met de beperkingen inzake strafprocedure.

25. Het oplopen van een disciplinaire sanctie wegens doping mag niet betekenen dat er op systematische wijze in geen enkele vorm van strafrechtelijk gevolg wordt voorzien. Het is aangewezen dat de minister van Justitie, in overleg met het college van de procureurs-generaal, het toepassingsgebied van de omzendbrief van 4 oktober 2004 van de procureurs-generaal van Antwerpen, Brussel en Gent uitbreidt tot het hele land.

26. Het is van vitaal belang zicht te krijgen op de producenten en leveranciers van dopingproducten. Daarom zouden sportbeoefenaars die worden betrapt op dopingproducten, moeten kunnen rekenen op strafvermindering of kwijtschelding van straf, indien ze meewerken aan het onderzoek, naar analogie van

prescrit de l'article 6 de la loi du 24 février 1921. De leur côté, les Communautés devraient envisager la même mesure dans le droit disciplinaire.

27. Les médecins qui prescrivent des médicaments à des doses qui ne correspondent pas à un besoin thérapeutique et qui sont utilisés pour améliorer les performances sportives d'un patient doivent s'exposer à des poursuites en vertu de la loi du 24 février 1921 et de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Les auteurs de la présente proposition de loi ne souhaitent pas seulement induire un changement de mentalités dans le monde du sport. Les médecins (du sport) qui suivent les athlètes doivent également être responsabilisés.

À cet effet, ils proposent d'insérer dans la loi du 24 février 1921 sur la drogue, de nouvelles dispositions :

— prévoyant que les substances à effet hormonal, anti-hormonal ou anabolisant ne peuvent plus être prescrites qu'à dose thérapeutique;

— obligeant les médecins à motiver la prescription de doses excédant la dose thérapeutique;

— punissant les médecins qui prescrivent ce type de substances sans nécessité thérapeutique.

Article 3

À en croire les dernières informations fournies par la Communauté flamande concernant les contrôles antidopage, la lutte contre le dopage a un avenir très prometteur (1).

Avec seulement 2,7% de cas positifs chez les sportifs qui ont été contrôlés au cours du troisième trimestre de 2005 et aucun cas positif au quatrième trimestre, 2005 est devenue l'année où le nombre de sportifs se livrant au dopage est le moins élevé depuis longtemps (2).

Les responsables pensent que la nouvelle arme utilisée pour lutter contre le dopage, à savoir les contrôles pratiqués en dehors des compétitions, a fait très peur à ceux qui se livrent au dopage.

(1) GFR, «Dopingcijfers historisch laag», in *Het Nieuwsblad*, 24 octobre 2005.

(2) Ceuleers R., «Minder dopingzondaars in 2005», in *Gazet van Antwerpen*, 18 janvier 2006.

wat artikel 6 van de wet van 24 februari 1921 voorschrijft. Tevens zouden de gemeenschappen moeten overwegen in diezelfde maatregel te voorzien in het tuchtrecht.

27. Geneesheren die geneesmiddelen voorschrijven die niet beantwoorden aan een therapeutische noodzaak en die worden aangewend om de sportieve prestaties van een patiënt op te drijven moeten strafbaar worden gesteld krachtens de drugswet van 24 februari 1921 en de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Niet alleen binnen de sportwereld zelf willen de indieners een mentaliteitswijziging bewerkstelligen. Ook de begeleidende (sport)artsen moeten geresponsabiliseerd worden.

Daartoe stellen wij voor om in de drugswet van 24 februari 1921 nieuwe bepalingen op te nemen, waardoor :

— stoffen met hormonale, antihormonale of anabole werking slechts nog in een therapeutische dosis kunnen voorgeschreven worden;

— artsen die dosissen voorschrijven, die de therapeutische dosis overschrijden, dit moeten motiveren;

— artsen, die dergelijke stoffen voorschrijven zonder therapeutische noodzaak, strafbaar worden gesteld.

Artikel 3

Als men de jongste berichtgeving in verband met de dopingcontroles van de Vlaamse Gemeenschap mag geloven, ziet de toekomst van de dopingbestrijding er veelbelovend uit (1).

Met slechts 2,7% positieve gevallen bij de sporters die werden gecontroleerd tijdens het derde kwartaal van 2005 en geen enkel positief geval in het vierde kwartaal, is 2005 het jaar geworden met het minste aantal betrapte dopinggebruikers sedert lange tijd (2).

De verantwoordelijken denken dat het nieuwe wapen in de dopingstrijd, namelijk de controles buiten competitie, dopingzondaars heel wat angst heeft ingeboezemd.

(1) GFR, «Dopingcijfers historisch laag», in *Het Nieuwsblad*, 24 oktober 2005.

(2) Ceuleers R., «Minder dopingzondaars in 2005», in *Gazet van Antwerpen*, 18 januari 2006.

Nous ne partageons toutefois pas l'euphorie des instances flamandes chargées des contrôles antidopage. De nouveaux produits et de nouveaux cocktails dopants indétectables ne cessent en effet d'apparaître sur le marché. Les produits masquants sont de plus en plus professionnels et les contrôles antidopage ne constituent en tout état de cause que des coups de sonde.

Compte tenu de l'évolution des produits dopants et, en particulier, celle des produits à peine décelables, il n'est pas étonnant que les cas de dopage qui ont fait le plus de bruit n'aient pas été découverts grâce au prélèvement d'un échantillon d'urine positif, mais suite à des dénonciations ou du fait de l'imprudence de l'entourage du sportif.

Les auteurs sont dès lors convaincus qu'à l'avenir, la lutte contre le dopage passe obligatoirement par le recours aux repentis ou aux « dénonciateurs ». Ce sont eux qui mettront au jour certaines dérives. Il est nécessaire à cet égard qu'ils puissent escompter une réduction ou une remise de la peine qui leur a été infligée.

Aussi préconisons-nous sur ce point que la loi sur les drogues du 24 février 1921 soit complétée de manière substantielle.

Article 4

Les médicaments à usage humain et vétérinaire qui figurent sur la liste des produits potentiellement dopants, de même que les compléments alimentaires qui contiennent des substances prohibées, devraient porter un logo spécial consistant en un sigle olympique barré. Cette indication permettrait de préciser aux utilisateurs que lesdits médicaments ne peuvent en aucun cas être utilisés dans le cadre d'une compétition sportive ou de la pratique d'un sport.

Par analogie avec les règles qui ont été instaurées pour les médicaments soumis à prescription, nous voulons également apposer un code-barre unique sur l'emballage de médicaments à usage humain et vétérinaire en délivrance libre afin de faciliter leur localisation.

Il est, en effet, de notoriété publique que certains médicaments à usage vétérinaire ne sont pas seulement utilisés pour l'élevage mais également à des fins de dopage.

Article 5

Dans notre société de communication, la publicité joue un rôle considérable. Nous voulons freiner la promotion de produits dopants, en insérant de nouvelles dispositions dans la loi du 25 mars 1964 sur les

Wij delen echter de euforie van de Vlaamse dopingcontroleurs niet. Er komen immers voortdurend nieuwe producten en dopingcocktails op de markt, die niet op te sporen zijn. De maskeringsproducten worden alsmaar professioneler en dopingcontroles blijven hoe dan ook steekproeven.

Wanneer men de evolutie van de dopingproducten bekijkt en dan vooral deze van de nauwelijks opspoorbare producten, is het niet verwonderlijk dat de meest spraakmakende dopinggevallen niet werden ontdekt door het afleveren van een positief urinestaal, maar door verklikkers of door de onvoorzichtigheid van het entourage van de sportman of -vrouw.

De indieners zijn er dan ook van overtuigd dat de toekomst van de dopingbestrijding bij de spijtoptanten of « verklikkers » ligt. Zij zijn het die bepaalde wantoestanden aan het licht zullen brengen. Dat zij daarbij kunnen rekenen op een vermindering of zelfs kwijtschelding van de straf voor hun eigen betrokkenheid, is noodzakelijk.

Vandaar dat de indieners op dit punt een ingrijpende aanvulling van de drugswet van 24 februari 1921 voorstaan.

Artikel 4

Geneesmiddelen en diergeneesmiddelen, die op de lijst van mogelijke dopingproducten staan, en zelfs voedingssupplementen, die verboden substanties bevatten, zouden voorzien moeten worden van een specifiek doorkruist Olympisch logo. Zo zou het voor de gebruikers duidelijk moeten zijn dat deze geneesmiddelen onder geen enkel beding mogen gebruikt worden in het kader van een sportwedstrijd of bij sportbeoefening.

Naar analogie van wat is ingevoerd voor voorschriftplichtige geneesmiddelen, wil de indiener ook de verpakking van niet-voorschriftplichtige geneesmiddelen en diergeneesmiddelen voorzien van een unieke barcode, om de opsporing beter te laten verlopen.

Het is immers bekend dat bepaalde diergeneesmiddelen niet alleen in de veeteelt, maar ook als dopingproduct gebruikt worden.

Artikel 5

In onze communicatiemaatschappij speelt de reclame of publiciteit een grote rol. De indieners willen de reclamevoering voor dopingproducten aan banden leggen door nieuwe bepalingen op tenemen in de wet

médicaments, afin d'empêcher toute publicité vantant les mérites de médicaments ou de compléments alimentaires qui figurent sur la liste de l'AMA, qu'ils soient soumis à prescription ou non, ou destinés à un usage humain ou vétérinaire.

Certaines études ont démontré qu'un grand nombre de compléments alimentaires contenaient des substances illicites. Les compléments alimentaires, qui sont vendus en pharmacie, sont actuellement identifiés par un numéro d'agrément et soumis au contrôle de la direction générale Médicaments.

Cependant, de nombreux compléments alimentaires, qui ne sont pas reconnus et dont on peut souvent qualifier la composition de «douteuse», sont également disponibles sur le marché.

Les auteurs de la présente proposition sont dès lors d'ardents partisans de l'amélioration de l'étiquetage des compléments alimentaires et même de l'apposition d'un logo spécifique (sigle olympique barré), lorsque ces compléments alimentaires contiennent des substances illicites.

Article 6

Cet article vise à compléter la loi du 11 mars 2003 dans le but de réprimer l'envoi par courrier électronique de publicité pour les produits dopants.

En effet, l'envoi par courrier électronique de publicité pour les médicaments repris sur la liste de produits interdits par l'AMA devrait être sanctionné.

Article 7

Voir le commentaire de l'article 2.

Articles 8, 9 et 10

Nous renvoyons à cet égard au commentaire de l'article 5.

Article 11

Depuis novembre 2005, les notices des médicaments doivent être approuvées au niveau européen. La réglementation européenne ne prévoit toutefois aucune restriction d'utilisation dans le cadre du sport. Elle n'impose pas non plus de logo ni de signe spécifique.

van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, opdat er geen reclame meer zou kunnen worden gevoerd voor geneesmiddelen die op de WADA-lijst staan, hetzij voorschriftplichtige of niet-voorschriftplichtige geneesmiddelen voor menselijk gebruik, hetzij diergeneesmiddelen of voedingssupplementen.

Onderzoek heeft aangetoond dat heel wat voedingssupplementen verboden substanties bevatten. De voedingssupplementen, die in de apotheek worden verkocht, zijn momenteel voorzien van een erkenningsnummer en onderworpen aan de controle van het Directoraat-generaal Geneesmiddelen.

Er zijn echter ook heel wat voedingssupplementen op de markt, die niet erkend zijn en waarvan de samenstelling vaak heel dubieus te noemen is.

Wij zijn daarom een groot voorstander van een betere etikettering van voedingssupplementen en zelfs van het aanbrengen van zo'n specifiek doorkruist olympisch logo, wanneer ze verboden stoffen bevatten.

Artikel 6

Dit artikel beoogt een aanvulling te doen in de wet van 11 maart 2003 met de bedoeling reclame voor dopingproducten via mails tegen te gaan.

De reclamevoering voor geneesmiddelen, die op de WADA-lijst zijn opgenomen, via elektronische post zou immers aan banden moeten worden gelegd.

Artikel 7

Zie hiervoor de toelichting bij artikel 2.

Artikelen 8, 9 en 10

Zie hiervoor de toelichting bij artikel 5.

Artikel 11

Sinds november 2005 zijn de bijsluiters van geneesmiddelen goedgekeurd op Europees niveau. De Europese reglementering voorziet echter in geen gebruiksbepanking in het kader van de sport, noch een specifiek logo of kenteken.

Chaque État membre de l'Union européenne a toutefois la possibilité d'ajouter des mentions complémentaires, dans le cadre de la procédure de la « boîte bleue ».

Cet article complète la loi sur les médicaments par une disposition imposant la mention expresse, dans la notice scientifique et dans la notice destinée au public des médicaments figurant sur la liste de l'AMA, que ces médicaments ne peuvent pas être utilisés dans le cadre d'une compétition sportive ou de la pratique d'un sport.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 3, § 3, de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, modifié en dernier lieu par la loi du 3 mai 2003, est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« Les substances à effet hormonal, anti-hormonal et anabolisant, pouvant être utilisées pour améliorer les performances sportives du patient, ne peuvent être prescrites qu'à dose thérapeutique, conformément à ce qui figure dans le dossier d'enregistrement. Lorsque la dose prescrite excède la dose thérapeutique, le praticien de l'art de guérir qui a délivré la prescription est tenu de motiver par écrit la nécessité du dépassement de la dose thérapeutique.

Seront punis des peines prévues à l'article 2*bis*, les praticiens de l'art de guérir qui auront prescrit des substances à effet hormonal, anti-hormonal et anabolisant en l'absence de nécessité thérapeutique. ».

Elke Europese lidstaat heeft echter de mogelijkheid om in het kader van de Blue Box procedure aanvullende vermeldingen toe te voegen.

Aan de geneesmiddelenwet wordt een bepaling toegevoegd, op grond waarvan de wetenschappelijke bijsluiter en de bijsluiter voor het publiek van geneesmiddelen, die op de WADA-lijst voorkomen, voortaan uitdrukkelijk moeten vermelden dat die geneesmiddelen niet bij sportwedstrijden of sportbeoefening mogen gebruikt worden.

Bart TOMMELEIN.
Nele LIJNEN.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 3, § 3, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, laatst gewijzigd bij de wet van 3 mei 2003, wordt aangevuld met een tweede en derde lid, luidend als volgt :

« Stoffen met hormonale, antihormonale en anabole werking, aanwendbaar om de sportieve prestaties van de patiënt op te drijven, mogen slechts in een therapeutische dosis, zoals bepaald in het registratiedossier, worden voorgeschreven. Wanneer de voorgeschreven dosis de therapeutische dosis overschrijdt, dient de beoefenaar van de geneeskunde, die het voorschrift verstrekke, de noodzaak van de overschrijding van de therapeutische dosis schriftelijk te motiveren.

Met de straffen, gesteld in artikel 2*bis*, worden gestraft de beoefenaars van de geneeskunde die stoffen met hormonale, antihormonale en anabole werking hebben voorgeschreven zonder therapeutische noodzaak. ».

Art. 3

L'article 6 de la même loi, remplacé par la loi du 6 juillet 1975, est complété par les alinéas 5 et 6, rédigés comme suit :

«Les peines correctionnelles prévues par les articles 2, 2°, 2bis, 2quater et 3, sont remises si les sportifs coupables de détention et d'utilisation de substances prohibées améliorant les performances ont révélé à l'autorité, avant les poursuites, l'identité des producteurs et des fournisseurs de substances prohibées.

Les peines correctionnelles prévues par les articles 2, 2°, 2bis, 2quater et 3, sont réduites conformément à l'article 414, alinéa 4, du Code pénal, à l'égard des sportifs coupables de détention et d'utilisation de substances prohibées améliorant les performances qui, après le commencement des poursuites, ont révélé à l'autorité l'identité des producteurs et fournisseurs de substances prohibées.»

Art. 4

L'article 6 de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} mai 2006, est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les fabricants et importateurs de médicaments apposent, sur l'emballage de tous les médicaments figurant sur la liste de toutes les substances potentiellement dopantes établie par l'AMA, un logo spécifique, en particulier un sigle olympique barré, indiquant que lesdits médicaments ne peuvent sous aucun prétexte être utilisés dans le cadre d'une compétition sportive ou de la pratique d'un sport, ainsi qu'un code-barre unique favorisant leur traçabilité. ».

Art. 5

L'article 9 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} mai 2006, est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. Le Roi définit les conditions auxquelles doit satisfaire la publicité pour les médicaments figurant sur la liste de l'AMA des produits potentiellement dopants, ainsi que pour certains médicaments vétérinaires et suppléments alimentaires pouvant être utilisés comme substances interdites améliorant les performances, qu'il s'agisse de la publicité en général ou de la publicité uniquement destinée au public. ».

Art. 3

Artikel 6 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 6 juli 1975, wordt aangevuld met een vijfde en een zesde lid, luidend als volgt :

«De in de artikelen 2, 2°, 2bis, 2quater en 3 gestelde correctionele straffen worden kwijtgescholden ten aanzien van sportbeoefenaars, schuldig aan het bezit en het gebruik van verboden prestatiebevorderende middelen, die, vóór de vervolging, aan de overheid de identiteit van producenten en leveranciers van verboden middelen hebben onthuld.

De in de artikelen 2, 2°, 2bis, 2quater en 3 gestelde correctionele straffen worden verminderd overeenkomstig artikel 414, vierde lid, van het Strafwetboek, ten aanzien van sportbeoefenaars, schuldig aan het bezit en het gebruik van verboden prestatiebevorderende middelen, die, na de aanvang van de vervolging, aan de overheid de identiteit van producenten en leveranciers van verboden middelen hebben onthuld.»

Art. 4

Artikel 6 van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, laatst gewijzigd bij de wet van 1 mei 2006, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. De fabrikanten en invoerders van geneesmiddelen voorzien de verpakking van alle geneesmiddelen, die op de WADA-lijst van mogelijke dopingproducten zijn opgenomen, van een specifiek logo, inzonderheid een doorkruist Olympisch logo, waaruit blijkt dat deze geneesmiddelen onder geen enkel beding mogen worden gebruikt in het kader van een sportwedstrijd of bij sportbeoefening, evenals van een unieke barcode tot bevordering van de opsporing. ».

Art. 5

Artikel 9 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 1 mei 2006, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

« § 5. De Koning stelt de voorwaarden waaraan de reclamevoering voor geneesmiddelen die op de WADA-lijst van mogelijke dopingproducten zijn opgenomen evenals voor bepaalde diergeneesmiddelen en voedingssupplementen, die als verboden prestatiebevorderende middelen kunnen worden aangewend moet voldoen, zowel de reclamevoering in het algemeen als de reclamevoering die louter bestemd is voor het publiek. ».

Art. 6

Dans l'article 14 de la loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information, il est inséré un § 1^{er}*bis*, rédigé comme suit :

« § 1^{er}*bis*. L'utilisation du courrier électronique à des fins publicitaires est interdite pour les médicaments figurant sur la liste de l'AMA des produits potentiellement dopants, ainsi que pour les suppléments alimentaires qui contiennent avec certitude des substances améliorant les performances. ».

Art. 7

L'article 1^{er}, § 2, 1^o, de l'arrêté royal du 12 avril 1974 relatif à certaines opérations concernant les substances à action hormonale, antihormonale, anabolisante, bêta-adrénérique, anti-infectieuse, antiparasitaire et anti-inflammatoire, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 février 2004, est complété par les alinéas 2 et 3, rédigés comme suit :

« L'acquéreur des substances visées au § 1^{er} sous forme de médicaments ne peut obtenir celles-ci qu'en dose thérapeutique, telle que fixée dans le dossier d'enregistrement.

Avant d'entrer en possession des doses des substances précitées qui excèdent la dose thérapeutique, l'acquéreur est tenu de présenter aux personnes autorisées à délivrer ces médicaments un rapport motivé préétabli du médecin traitant, qui en démontre le besoin thérapeutique. ».

Art. 8

L'article 6 de l'arrêté royal du 9 juillet 1984 relatif à l'information et à la publicité concernant les médicaments est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Il est également interdit de faire de la publicité en faveur de médicaments à usage vétérinaire qui figurent sur la liste de l'AMA des produits susceptibles d'avoir un effet dopant, ainsi qu'en faveur de compléments alimentaires destinés aux animaux qui, après analyse, s'avèrent contenir des substances interdites. ».

Art. 9

L'article 4 de l'arrêt royal du 7 avril 1995 relatif à l'information et à la publicité concernant les médicaments à usage humain, remplacé par l'arrêté royal du

Art. 6

In artikel 14 van de wet van 11 maart 2003 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij wordt een paragraaf 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1*bis*. Het gebruik van elektronische post voor reclame is verboden voor geneesmiddelen, die op de WADA-lijst voor mogelijke dopingproducten zijn opgenomen, evenals voor voedingssupplementen die met zekerheid verboden prestatieverhogende substanties bevatten. ».

Art. 7

Artikel 1, § 2, 1^o, van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale, anabole, beta-adrenergische, anti-infectieuze, anti-parasitaire en anti-inflammatoire werking, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 2004, wordt aangevuld met een tweede en een derde lid, luidend als volgt :

« De verwerfer van de in § 1 bedoelde stoffen in de vorm van geneesmiddelen, kan deze slechts verkrijgen in de therapeutische dosis, zoals vastgesteld in het registratiedossier.

Alvorens in het bezit gesteld te worden van dosissen van de voormelde stoffen, die de therapeutische dosis overschrijden, dient de verwerfer aan de personen die gemachtigd zijn die geneesmiddelen af te leveren een gemotiveerd, vooraf opgesteld verslag van de behandelende geneesheer voor te leggen, waaruit de therapeutische noodzaak blijkt. ».

Art. 8

Artikel 6 van het koninklijk besluit van 9 juli 1984 betreffende de voorlichting en de reclame inzake geneesmiddelen wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Er mag evenmin reclame worden gevoerd voor geneesmiddelen voor diergeneeskundig gebruik, die op de WADA-lijst van mogelijke dopingproducten zijn opgenomen, evenals voor voedingssupplementen, bestemd voor toediening aan dieren, die na analyse verboden substanties blijken te bevatten. ».

Art. 9

Artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 april 1995 betreffende de voorlichting en de reclame inzake geneesmiddelen voor menselijk gebruik, vervangen bij

22 novembre 2006, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

«Est interdite, la publicité en faveur de médicaments figurant sur la liste de produits potentiellement dopants de l'AMA, ainsi qu'en faveur de compléments alimentaires qui, après analyse, s'avèrent contenir des substances interdites.».

Art. 10

L'article 6 du même arrêté royal, remplacé par l'arrêté royal du 22 novembre 2006, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

«Ne peuvent pas faire objet d'une publicité auprès du public :

« 1° les médicaments figurant sur la liste de produits potentiellement dopants de l'AMA;

2° les compléments alimentaires qui contiennent avec certitude des substances interdites.».

Art. 11

L'article 8 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 novembre 2006, est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit :

«Tant la notice scientifique que la notice pour le public relatives à des médicaments qui figurent sur la liste de produits potentiellement dopants de l'AMA précisent explicitement que ces médicaments ne peuvent en aucun cas être utilisés dans le cadre d'une compétition sportive ou de la pratique d'un sport.».

Art. 12

Le Roi peut à nouveau modifier, abroger ou compléter les dispositions modifiées par les articles 7 à 11 dans les arrêtés royaux cités. Il observe à cet égard les procédures et les formalités qui étaient déjà prévues pour modifier, abroger ou compléter ces arrêtés.

20 juillet 2010.

het koninklijk besluit van 22 november 2006, wordt aangevuld met een derde lid, dat luidt als volgt :

«Er mag geen reclame worden gevoerd voor geneesmiddelen, die op de WADA-lijst van mogelijke dopingproducten zijn opgenomen, evenals voor voedingssupplementen die na analyse verboden substanties blijken te bevatten.».

Art. 10

Artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 november 2006, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

«Publieksreclame is verboden voor :

« 1° geneesmiddelen die op de WADA-lijst van mogelijke dopingproducten zijn opgenomen;

2° voedingssupplementen die met zekerheid verboden substanties bevatten.».

Art. 11

Artikel 8 van hetzelfde koninklijk besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 2006, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

«Zowel in de wetenschappelijke bijsluiter als in de bijsluiter voor het publiek van geneesmiddelen, die in de WADA-lijst voor mogelijke dopingproducten zijn opgenomen, wordt uitdrukkelijk vermeld dat deze geneesmiddelen onder geen enkel beding mogen worden gebruikt in het kader van een sportwedstrijd of bij sportbeoefening.».

Art. 12

De Koning kan de bepalingen die door de artikelen 7 tot 11 werden gewijzigd in de vermelde koninklijke besluiten, opnieuw wijzigen, opheffen of aanvullen. Hij volgt daarbij de procedures en vormvereisten die voorheen reeds golden voor het wijzigen, opheffen of aanvullen van deze besluiten.

20 juli 2010.

Bart TOMMELEIN.
Nele LIJNEN.